

Lorsque j'ai eu l'honneur le mois dernier de conduire la délégation canadienne à la réunion ministérielle du GATT, notre équipe se composait non seulement d'excellents fonctionnaires fédéraux, mais aussi de chefs de file des milieux des affaires et de l'économie ainsi que de ministres provinciaux représentant toutes les régions du Canada.

Nous sommes dans la lutte ensemble, et notre gouvernement entend exercer son leadership de manière qu'il soit fait le meilleur usage possible des talents exceptionnels qu'offrent les secteurs privé et public pour faire avancer les intérêts du Canada.

Faute de temps, je ne peux aborder aujourd'hui toutes les questions internationales. Ma collègue, la ministre des Relations extérieures, prendra la parole au cours du débat. J'ai également l'intention de faire le point bientôt devant le Parlement sur la plus importante question à l'ordre du jour international, à savoir le contrôle des armements, et d'obtenir les vues des autres partis à ce sujet. La rencontre préliminaire du président Reagan et du secrétaire Gorbatchev, qui doit avoir lieu à Reykjavik les 11 et 12 octobre, est encourageante et nous espérons qu'elle ouvrira la voie à des accords. Les grandes puissances sont à un point tournant et nous devons par tous les moyens les aider et les encourager à progresser. Le Canada doit cependant continuer à prendre des initiatives et à faire preuve de leadership dans des domaines importants, dont ceux des armes chimiques et de la technologie de la vérification. Je ferai, probablement ce mois-ci, une déclaration dans laquelle je traiterai de ces questions plus en détail.

J'aimerais aborder quatre questions pendant le reste du débat - la réforme des Nations Unies; une attention accrue aux possibilités offertes par le Commonwealth et la Francophonie; la lutte contre les subventions agricoles; et la question des droits de la personne, particulièrement en Afrique du Sud.

Le Canada a toujours fortement appuyé l'action des Nations Unies. Bien que notre population soit seulement la trentième en importance au monde, nous venons au quatrième rang en ce qui concerne les contributions financières au système des Nations Unies. Nous entendons continuer d'assurer à cette organisation un appui actif et ouvert.

C'est précisément pour renforcer l'ONU que nous militons instamment en faveur de réformes. Un groupe de dix-huit experts a remis au Secrétaire général une série de recommandations qui peuvent donner le coup d'envoi aux